



GRAAT On-Line #25 – February 2022

Paillettes et poppers : lorsque le grand soir s'achève au petit matin

Mathias Quéré

Université Toulouse - Jean Jaurès

Dans le sillage de l'effervescence politique et sociales des longues années 1968¹ apparaissent une myriade de nouveaux mouvements sociaux, en rupture avec les schémas classiques d'organisation proposés par la gauche syndicale et partisane, et déterminés à intervenir politiquement. C'est dans ce contexte politique et social particulier qu'apparaît et se développe le mouvement homosexuel français². L'étincelle tout d'abord, à travers les coups d'éclats du Front homosexuel d'action révolutionnaire (le FHAR) qui a profondément marqué l'imaginaire des militant.e.s. Sa participation à la manifestation du 1^{er} mai 1971 au côté du Mouvement de libération des femmes (MLF) suggère un nouveau rapport au militantisme : un projet révolutionnaire ne peut être délié de la fête et cette dernière doit venir perturber la monotonie des cortèges syndicaux. C'est le rôle que se donnent les gazolines, qui scintillent par leur exubérance. *Le Rapport contre la normalité*, sorte de profession de foi du FHAR publié en 1971, inscrit les réjouissances révolutionnaires dans la genèse même de son existence :

Mais soudain, ce coup de tonnerre : l'explosion de Mai, la joie de vivre, de se battre ! [...] Danser, rire, faire la fête ! [...] Alors, devant cette situation nouvelle, nous homosexuels révoltés [...], nous avons découvert que notre homosexualité [...] nous amènerait à devenir d'authentiques révolutionnaires [...].³

Les assemblées générales du FHAR, qui se déroulent dans les locaux des Beaux-Arts à Paris, sont aussi l'occasion de réjouissances toutes particulières : à l'abri des regards, des corps se rencontrent et s'étreignent chaque semaine dans les alcôves des étages du bâtiment. Les assemblées hebdomadaires deviennent alors un gigantesque espace de drague et les orgies

répétées provoquent le départ des lesbiennes par ailleurs à l'origine du groupe. Ces dernières parties, le FHAR se vide progressivement de sa substance politique et en janvier 1974, la police évacue la dernière assemblée générale.

Si le FHAR a profondément marqué les esprits par sa rupture avec l'ordre existant, et que quelques groupes ont pu exister de façon éphémère dans plusieurs villes en région, son existence reste cependant principalement un fait parisien. D'après l'analyse de Massimo Prearo, il ne représente d'ailleurs qu'un « moment » dans l'histoire de l'homosexualité et peut-être même une « simple » parenthèse, et non pas le début du mouvement homosexuel⁴. De plus, son refus assumé de se structurer l'empêche de facto de se constituer en organisation.

C'est ainsi que le mouvement français émerge bien davantage à partir du printemps 1974 avec l'apparition du premier Groupe de libération homosexuel (GLH). C'est le résultat de la rencontre entre un « groupe jeune » exclu d'Arcadie et d'anciens membres du FHAR. En moins de deux ans et à l'image des querelles idéologiques qui traversent la gauche et l'extrême gauche en cette décennie mouvementée, le premier GLH se scinde en trois tendances : la tendance Groupe de base, davantage réformiste (un réformisme à replacer dans le contexte de son époque, davantage tourné vers un militantisme communautaire), la tendance 14 décembre, libertaire et antiféministe et, enfin, la tendance Politique et quotidien, la plus importante, d'inspiration trotskyste.

Très vite des GLH se multiplient sur l'ensemble du territoire français, et en 1977 on compte une trentaine de groupes. Aussi bien dans des grandes villes comme Lyon ou Marseille mais aussi à Brest, Mulhouse ou encore à Tours. Cependant, dès la fin 1977, des GLH en région écrivent qu'ils ont le sentiment de tourner en rond : le mouvement serait inconsistant et n'existerait en réalité que dans les discours. Comme l'analyse un rédacteur de l'*Agence Tasse*, le journal des GLH, sous le pseudonyme de Jacques Prince, « le mouvement homosexuel n'existe pas, il n'y a qu'une infime minorité de militants homosexuels, [qui] ne représent[ent] ni une force, ni une puissance électorale⁵ ». A l'initiative du GLH de Marseille est alors organisée la première Université d'été homosexuelle (UEH) à l'été 1979. Celle-ci doit participer à donner un nouveau souffle au mouvement et massifier ses troupes. Un nouveau constat est établi : il faut en finir avec les querelles de chapelle et trouver une base d'entente minimale commune. La lutte doit se focaliser sur la répression et l'abrogation des lois homophobes et moins se

concentrer sur des dynamiques identitaires considérées comme stériles. À cet effet, est créé une nouvelle organisation, le Comité d'urgence anti-répression homosexuelle, le CUARH, qui va coordonner le mouvement homosexuel français durant la première moitié des années 1980. Le CUARH replace la lutte et les revendications du mouvement dans un volet plus classique du militantisme et va largement se mobiliser autour de ce qui est alors qualifié « d'interdictions professionnelles » ou encore pour l'abrogation des articles de loi qui pénalisent encore l'homosexualité.

Après ces quelques propos contextuels, il s'agit maintenant de présenter les liens entre le mouvement homosexuel français et la fête, en tant que reconfiguration des cadres du militantisme au cours des années 1970 et au début des années 1980. Ceci en analysant la fête comme un outil du militantisme homosexuel mais aussi en s'intéressant aux critiques que les militants et militantes ont pu développer à son encontre. Des liens entre fête et militantisme, qui avec l'arrivée d'une nouvelle décennie et d'une nouvelle génération qui milite moins, se distendent pour parfois s'opposer.

Si la place de la fête s'inscrit au cœur de l'identité du mouvement homosexuel, il est tout d'abord nécessaire de réfléchir au cadre même du militantisme homosexuel pour pouvoir en comprendre les enjeux. Il convient principalement de souligner que le militantisme homosexuel implique une nette rupture avec le militantisme traditionnel. Cette militance, ainsi qualifiée par les militantes et les militants, est avant tout une militance d'ordre existentiel, quand celle des partis ou des organisations d'extrême gauche, intègre davantage le registre d'un militantisme revendicatif. C'est ce qu'Alain Sanzio, membre de la tendance Politique et quotidien d'un GLH parisien, écrit dans la revue *Masques* qu'il contribue à fonder en 1979.

Être dans un groupe de lesbiennes, un GLH, ça n'a rien à voir avec un militantisme syndical ou politique classique ; c'est tout autre chose que distribuer un tract, organiser une lutte. Être « gay », c'est aussi apprendre à vivre, à jouer, à se connaître, à se reconnaître par les autres et à travers eux dans le groupe. [...] À la différence d'une certaine conception du militantisme politique, souvent aliénant parce que séparé de son accomplissement remis à plus tard, la militance « gaie » change dès aujourd'hui notre vie⁶.

Le journal du GLH de Lyon, intitulé *Interlope*, développe, dans un dossier consacré à l'identité homosexuelle, une réflexion similaire en retranscrivant le dialogue entre deux militants.

- Popaul : Nous n'avons rien à réciter, parce que nous n'avons pas de textes antérieurs à nous.

Quand notre parole se met en action, c'est une parole du corps, pas seulement de la tête. C'est la différence fondamentale avec le « militantisme classique ».

- Vonvon : Effectivement, on n'a rien derrière nous, on a pas de Marx pédé !?⁷

Cette spécificité du militantisme homosexuel participe à expliquer les raisons qui amènent les homosexuels et les lesbiennes à rejoindre les GLH : il s'agit de se trouver, d'enfin exister et possiblement de s'aimer. À l'image des militants et militantes du FHAR, nombreux sont les membres des GLH à avoir déserté les organisations gauchistes traditionnelles. Les raisons en sont multiples. Au-delà de ce qui est qualifié par les militants et militantes de l'époque comme étant un « racisme » anti-homosexuel⁸, que l'on retrouve au sein d'une grande partie de la gauche (on peut par exemple se souvenir de la position du Parti communiste français au début des années 1970 qui considérait l'homosexualité comme une dégénérescence bourgeoise), la forme de militantisme proposée par l'extrême gauche ne convient plus. L'activisme forcené, la coupure entre la vie militante et les « problèmes personnels », les discours abstraits sans aucune prise sur le quotidien ont fatigué nombre de militants et de militantes. Le témoignage de Jacques Prince dans l'éditorial d'un bulletin de l'*Agence Tasse*, journal du mouvement, est particulièrement éloquent :

Notre tâche n'est pas facile car [...] je ne connais pas de parti politique auquel je puisse adhérer sans restriction pour me joindre au combat politique qui me conduira vers une société où chacun pourra choisir de vivre comme il lui plaît, sans avoir à craindre la répression ». La constitution des GLH est pour nombre d'entre elles et eux la possibilité de reprendre part à une activité politique. Mais ce qui est nouveau c'est que cette forme de militantisme attire aussi des individu.es pour qui l'engagement politique est quelque chose d'inédit et qui n'auraient jamais adhéré à une organisation partisane classique⁹.

Dans un article du bulletin interne de la tendance Politique et quotidien du GLH parisien, un militant qui se présente sous le pseudonyme de Charles reconnaît que des analyses théoriques et « une ligne politique correcte¹⁰ » ne suffisent pas à permettre la continuité et le développement de tels groupes si celles et ceux qui y participent ne sentent pas que quelque chose est changé dans leur vécu, dans leurs rapports quotidiens. C'est-à-dire que l'action militante des personnes qui rejoignent un GLH ne trouve du sens que si les militant.es voient leur propre condition s'améliorer. L'idée qui revient est de transformer le quotidien de la militance dans le cadre du mouvement homosexuel. Le groupe peut devenir une sorte de cocon

pour ses membres, raconte Charles. Il ne faut pas nier qu'il existe dans les GLH des enjeux affectifs, des rapports amicaux et des histoires d'amour. Certains ne prennent d'ailleurs part aux activités des GLH que pour trouver une relation. Comme le note cyniquement le GLH de Mulhouse, soit « ils trouvent l'âme sœur et ils disparaissent la main dans la main » soit « ils ne la trouvent pas et ils disparaissent, seuls et déçus par le GLH »¹¹.

Ainsi le militantisme homosexuel, en se réinventant, induit de nouvelles pratiques. S'il est question de sortir d'un militantisme classique, alors les façons de percevoir l'engagement évoluent elles aussi. Il en va ainsi des marches, défilés et rassemblements organisés par le mouvement. Il s'agit de rompre les formes classiques en y introduisant de la joie, du glamour et de la fête par une plus grande visibilité. Cette visibilité choque et dérange comme le rapporte le journal *Libération* après la marche d'un 1^{er} mai à Lyon : « Un froid parcourt l'assistance au moment du déploiement de cette bannière qui n'est pas normalisée "lutte des classes"¹² ». Quant au quotidien *Le Progrès*, il s'insurge contre des démarches qualifiées d'infantilisantes :

Une bande dorée attirait particulièrement l'attention. Le Groupe de libération des homosexuels n'avait pas choisi la sobriété. Sautillant et lançant des petits « hou hou », ils souhaitaient visiblement perturber la majorité silencieuse. C'est un moyen assez efficace, il est vrai, de déclencher la remise en cause de certains tabous. Est-ce le meilleur pour obtenir le droit d'assumer librement sa sexualité ? Le problème est suffisamment grave pour qu'on dépasse vite certaines démarches infantilisantes¹³.

Tout au long de leur existence, les groupes organisent des fêtes, parfois pour récolter des fonds ou encore pour faire avancer une cause. Mais ces soirées peuvent aussi simplement être une excuse pour se retrouver et danser ensemble, même s'il faut traverser la France pour cela. D'ailleurs si cela permet de rencontrer quelqu'un.e, alors c'est encore mieux. C'est ce que raconte Jean Paul Amouroux, membre du GLH Groupe de base, qui organise une fête au printemps 1976 :

La salle fut très vite remplie, à ras-bord même et on ne savait plus où mettre les gens, tant ils étaient nombreux ! Que leur propositions-nous ? Pas grand-chose en fait : un film sur les débuts du FHAR [...], et *Un chant d'amour*, le film de Jean Genet tourné en 1950 [...] ». « La fête du GLH enregistra plus de 750 entrées, bien au-delà de nos espérances. Je mets GLH au pluriel, car nous vîmes des membres du GLH de Rouen, qui arboraient une étiquette. Et d'autres, issus de provinces lointaines, comme Montpellier !¹⁴

Malgré un intitulé identique, les GLH sont des groupes autonomes avec des modes de fonctionnement propres. La manière de s'organiser et la teneur des réunions évoluent en fonction des tendances politiques de chaque groupe. Si le discours militant est très présent au sein du GLH-PQ du fait de son orientation trotskyste, la place de la réjouissance s'y trouve ainsi plus limitée que dans d'autres groupes. Il en va de même par exemple au sein du GLH-GB où Jean Paul Amouroux raconte que « les rapports sexuels entre membres du GLH étaient rares ; les réunions étaient très prudes et il y avait plus d'affrontements politiques et personnels que de drague¹⁵ ». Ce n'est pour autant pas le cas de tous les groupes comme me l'a expliqué un ancien militant, du nom d'Albert Rosse, en parlant des réunions du CUARH quelques années plus tard :

Tu peux pas analyser ce mouvement-là comme un parti politique [...] Là tout le monde a couché avec tout le monde. Les réunions du CUARH se déroulaient en trois étapes par exemple : tout d'abord la réunion très sérieuse du CUARH, il y avait place de la Bastille, la pizzeria où on bouffait tous ensemble, et puis il y avait la troisième réunion où on partait, rarement par deux, plus souvent par trois ou quatre pour la troisième mi-temps qui était ... ben voilà ! Et puis il y avait une flopée de plus jeunes, qui venaient pas trop pour la réunion mais qui savaient qu'il fallait attendre que ça se passe pour avoir le moment qui les intéressait vraiment qui était la fin, et t'inquiète pas les grandes militantes que nous étions, on attendait aussi cette troisième mi-temps. C'était une réalité, et ces mecs avec lesquels j'ai des aventures en général en groupe, ils en avaient avec tous les autres gays militants que j'aimais ou que je détestais. C'était quand même un sacré bouillon de culture¹⁶.

Afin que l'envie partagée d'un militantisme rompant avec la monotonie du quotidien soit effective, les militants et militantes déploient toute une série d'artefacts, en investissant résolument le domaine culturel. C'est ainsi que le GLH-PQ organise en avril 1977 un festival de cinéma dans la salle mythique de l'Olympic qui appartient alors à Frédéric Mitterrand. Pendant une semaine, chaque soir, se sont succédé des projections de films et des débats autour de thèmes divers comme le travestisme, l'homosexualité féminine, les luttes homosexuelles ou encore la pédérastie et la sexualité des enfants. Ce festival, qui a rassemblé près de 5000 personnes, est aussi l'occasion pour ces participantes et participants de conclure chaque soirée en allant danser jusqu'au petit matin. Indicateur du besoin de se retrouver, de partager des espaces communs et de célébrer l'émancipation revendiquée, le public du festival vient de tous

les horizons. Comme le note la revue *Diff/Éros*, autre revue des GLH, il s'agissait d'une « manifestation nouvelle, importante, originale, qui, du reste, réunissait de nombreux groupes venus de province¹⁷. »

Lorsqu'il s'agit, à partir de 1978, de redonner un second souffle au mouvement et d'élargir la base des militants et des militantes, la dimension culturelle est particulièrement mise en avant au sein des groupes, avec l'organisation d'une « semaine homosexuelle », souvent dans le cadre d'un festival de cinéma. À Mulhouse, près de 900 personnes ont participé au cycle « Cinéma et homosexualité » en février 1978. Nantes a eu la même idée et, à Rennes, le festival qui s'est déroulé à la MJC est qualifié de « semaine hystérique » - après avoir été interdit par la mairie -, et est couronné par un bal le 3 mars. L'année suivante, c'est au tour d'Angers et de Marseille d'organiser leur propre festival. Les militants et militantes de la cité phocéenne l'ont organisé en portant un intérêt particulier à la question de l'abrogation des articles de loi pénalisant l'homosexualité. De leur côté, les angevin.e.s ont proposé une semaine homosexuelle avec des débats, une exposition et bien évidemment un bal. Cette nouvelle dynamique permet alors aux GLH de toucher des personnes qu'une simple réunion effraie et que la théorie décourage.

La vie doit être une fête et les occasions sont nombreuses et variées pour célébrer l'émancipation tant recherchée. Mais les réflexions et critiques des militants et militantes se font aussi entendre contre ce qu'ils et elles qualifient de ghetto commercial, c'est à dire les espaces de fête et de drague marchands, qui se développent en cette seconde moitié de décennie.

Les pissotières comme lieu de drague et de réjouissance sexuelle disparaissent les unes après les autres, concurrencées par les bars et les boîtes, victimes du pouvoir politique. La question que se posent alors les militants et militantes des GLH, qui s'inscrivent pour une grande majorité d'entre eux et elles dans une perspective révolutionnaire et donc dans une démarche anticapitaliste, est de savoir comment s'opposer à ce nouveau ghetto marchand sans devenir une élite intellectuelle coupée du reste d'une « communauté », parfois fantasmée et souvent critiquée. Dans la grande majorité des tracts et écrits des différents groupes, la volonté apparaît de ne pas se laisser enfermer dans un monde de la fête qui n'est pas le leur et de détruire ce ghetto homosexuel. Dans sa plate-forme, le GLH de Bruxelles écrit ainsi refuser « la ségrégation qui [les] cantonne dans le ghetto des bars et de la drague clandestine, pour y être

la proie du fric, du milieu, des flics (...)»¹⁸ ».

Le ghetto conditionnerait les homosexuels¹⁹ à un vécu nocturne où les rapports sociaux sont dénaturés car souvent réduits à la drague dont est exclue toute autre forme de communication. Ce ghetto déforme les rapports que les individus peuvent avoir en dehors de ce milieu et développe des sentiments de culpabilisation et d'infériorité. Cette forme de sexualité cloisonne la vie de ses acteurs. D'un côté, il y a la façade de la vie normale, et de l'autre, une vie nocturne inavouable, mais seule forme de vie où le désir peut s'exprimer.

Jean Nicolas du GLH-PQ analyse le ghetto non pas comme une forme de désir, mais plutôt comme un besoin précis autour de la quête d'un partenaire. Cette quête pouvant prendre la forme soit « d'une recherche occasionnelle pour une baise vite fait bien fait, soit la recherche du grand amour, du prince charmant et souvent les deux à la fois²⁰ ». Dans le ghetto commercial, comme tout passe par des rapports marchands, il note une surreprésentation de l'apparence, où le culte de la beauté fige toutes les représentations. Ce même ghetto marchand est, d'après Jean Nicolas, divisé en plusieurs catégories. Il y a les boîtes « sélects » pour un public aisé et de classe sociale plus ou moins élevée et celles, plus populaires, qui accueillent les homosexuels chassés du ghetto non marchand, c'est à dire les espaces de drague en plein air (dans les pissotières, le long des quais embrumés d'un fleuve ou d'un port, ou encore dans les bosquets d'un parc). Une des principales critiques que Jean Nicolas adresse au ghetto marchand est que, dans la mesure où l'homosexualité tend à s'arroger un droit de cité dans la société française, le pouvoir cherche à s'y immiscer pour y imposer sa dynamique de contrôle. Une fois ce constat établi se pose donc la question de l'attitude à adopter face au ghetto. Les militants homosexuels sont plutôt unanimes sur ce point. Ils sont pour la disparition des ghettos en tant que « système d'aliénation particulièrement mutilateur des rapports humains qu'il instaure²¹ ». En même temps, ils reconnaissent que si le ghetto existe, c'est bien du fait du rejet de l'homosexualité en dehors du corps social et que, tant que les homosexuel.le.s seront opprimé.es, ce ghetto existera. Ils ont donc pour devoir de dénoncer toutes les formes de répression que les homosexuel.le.s peuvent subir au sein même du ghetto.

En réalité, comme le note Pierre du GLH-PQ, c'est la libéralisation de l'homosexualité et la revendication d'une identité homosexuelle par certains et certaines qui ont accompagné voire favorisé le développement du ghetto. En effet, tant que l'homosexualité était un phénomène

honteux, le capitalisme n'avait que très peu de marge pour en tirer profit. Il n'existait que quelques établissements dans certaines grandes villes, intégrés dans les circuits commerciaux. Pire encore, « cette intégration de l'homosexualité devient un élément essentiel du dispositif policier visant à encadrer chaque citoyen, et par-delà tout le corps social²² » conclut ce même Pierre. Il n'est donc guère surprenant que les GLH aient entamé – certainement en vain – une lutte contre le ghetto homosexuel.

Si la fête est donc revendiquée et au cœur du militantisme des GLH, leurs réflexions et actions se retournent pourtant contre le ghetto marchand, symbole d'un enfermement des homosexuels, du contrôle de leurs corps et de leurs désirs, et de leur récupération étatique.

Avec le début des années 1980, le sens de la fête évolue, pour davantage reposer sur la célébration mais aussi être un point de tension et de rupture. Le 4 avril 1981, un mois avant l'élection de François Mitterrand, le CUARH organise une marche nationale dans les rues de Paris, épilogue d'une campagne menée pour faire avancer les droits des homosexuel.le.s. À la suite de la manifestation, dont le départ est annoncé à Maubert-Mutualité et qui doit rejoindre le plateau Beaubourg, un grand gala est organisé à la Mutualité avec Juliette Greco en vedette, suivi d'un bal jusqu'à l'aube. La marche est un succès : 10 000 personnes venues de toute la France ont manifesté dans les rues de Paris. Jamais une manifestation des gays et des lesbiennes en Europe n'avait rassemblé tant de monde. Comme le rapporte *Homophonies*, le journal du CUARH :

Pour la grande majorité des participants(es), il s'agissait de leur première manifestation homo... Beaucoup hésitaient sur les trottoirs puis, convaincus par le nombre et la chaleur de la Marche, l'intégraient en cours de route²³.

C'est aussi ce que raconte Catherine Gonnard, membre du Mouvement d'information et d'expansion lesbien (MIEL) et du comité de rédaction d'*Homophonies* :

En arrivant, on se dit un peu qu'on va peut-être rester sur le trottoir. Et là tout le monde pense la même chose et le trottoir n'est pas assez large et donc on est tous dans la rue. Je pense que c'est un des moments les plus beaux de ma vie. D'un coup on est 10 000. [...] C'est incroyable, on est aussi nombreux. Il y a des filles, et on est là, et les slogans sont quand même assez délirants : " Nationalisez les usines à paillettes ". Les garçons qui criaient " Giscard, des diamants pour nos amants " parce qu'on était juste après l'affaire de Bokassa. [...] Je suis bien d'être là, contente et heureuse²⁴.

Les manifestantes et manifestants ont le sentiment de vivre un moment historique. Le gala à la Mutualité est évidemment une réussite et, après le triomphe de Juliette Gréco, les quelques milliers de participants et participantes dansent jusqu'à l'aube.

Avec les années 1980, le monde homosexuel évolue largement, passant de la discrétion à l'affirmation, tout particulièrement en ce qui concerne le ghetto commercial : les judas et les fenêtres calfeutrées laissent désormais place aux terrasses. Du fait de la fin de la législation homophobe, c'est aussi une toute nouvelle période de liberté qui s'annonce pour ceux qui se qualifient depuis peu comme gays. Nombreux sont ceux qui veulent désormais en profiter, faire la fête quitte à délaissier quelque peu le militantisme. Ainsi Jean Stern, rédacteur à *Gai Pied* raconte ces premières années de la nouvelle décennie :

On a quand même une vie infernale, on bosse énormément, on se voit énormément, on sort énormément, on se défonce énormément, on picole énormément. Donc tu vois il n'y a plus beaucoup de temps pour le militantisme²⁵.

L'organisation de la deuxième marche en juin 1982 raconte une histoire similaire. Comme l'écrit Gérard Emmanuel dans le journal *Homophonies* :

Nous sommes bien conscients que la situation du 19 juin 1982 n'est pas la même que celle du 4 avril 1981 ; il est bien évident que nos mots d'ordre ne devront pas être les mêmes et que la manifestation se devra de revêtir un caractère plus gai, plus « californien »²⁶ : une grande fête sur fond de revendications précises²⁷.

Il y a donc une volonté de rupture dans la continuité : la marche ne peut plus seulement être revendicative, elle doit s'adapter à l'évolution du milieu homosexuel et par conséquent adopter une forme moins militante. Lors du passage de la manifestation à Saint-Germain-des-Prés, plusieurs milliers de personnes désertent les terrasses des cafés pour rejoindre la Marche. Il n'est donc plus seulement question de revendications : le caractère festif de la marche est spécifiquement revendiqué par une partie des manifestantes et manifestants qui ne se retrouvent plus dans les slogans entonnés par les groupes militants. À l'image de l'édition précédente, une fête est organisée le soir de la Marche à la Mutualité. La soirée fait salle comble et pour la première fois, une seconde salle a été louée pour permettre à près de 1 500 lesbiennes de se retrouver en non-mixité. Lors de la Marche de 1983, pour la première fois, les établissements commerciaux (boîtes, bars, saunas) ferment le cortège. Les divergences quant à ce défilé furent nombreuses. Se posait d'abord la question des objectifs. Comme le raconte

Homophonies, fallait-il « donner à la marche un aspect revendicatif ou faire la fête » ? La division s'est aussi portée sur les enjeux de la manifestation. Elle opposait celles et ceux qui insistaient pour maintenir une perspective militante dans la marche à d'autres qui voulaient « tout miser sur le ras-le-bol du militantisme et que "vivent nos amours"²⁸ ».

La fête, déjà en tension avec un militantisme politique considéré comme trop sérieux et trop rigide, devient encore davantage l'apanage du secteur commercial. À Paris, d'après l'historien Mathias Bernard, ce ne sont ainsi pas moins de 27 bars, une centaine de restaurants et seize discothèques qui font vivre le milieu²⁹. L'une des figures d'un capitalisme gay émergent est David Girard présenté comme « le patron de la drague organisée³⁰ ». En quelques années à peine, il prend la tête d'un petit « empire » commercial : il possède deux saunas (le King Sauna et Le King Night), la discothèque Le Haute Tension et toute une série de titres de presse comme le magazine *G.I.* ou des revues pornographiques (*Torso*, *Playguy*). Le développement du phénomène des backrooms est symbolique de l'effervescence du secteur commercial et fait écho au libéralisme existentiel qui semble s'être emparé d'une grande partie de la communauté homosexuelle masculine. La sexualité immédiate que proposent ces espaces en dit long sur les années 1980 et la libération sexuelle à l'œuvre. Cette liberté nouvelle, cette consommation à l'infini des corps et des êtres, ne sera cependant qu'une courte parenthèse, bientôt refermée par l'épidémie du sida.

Mais il ne reste plus grand monde pour critiquer ce changement d'époque. Cela parce que, comme le regrettent un certain nombre de militant.es de façon peut-être un peu condescendante, la « troisième génération » préfère aller danser. Cette nouvelle génération, en tant que catégorie inventée par le discours militant, fait suite à celle qualifiée comme étant la génération militante³¹. Cette génération militante, celle des 25-34 ans était d'après ses théoriciens, la génération des Groupes de libération homosexuels et du Comité d'urgence anti-répression homosexuelle. Une génération politique bercée à l'effervescence des années 68 et de la mobilisation politique et sociale des quinze années suivantes. Le *Rapport gai*³², une étude sociologique sur la population homosexuelle au début des années 1980, publié en 1984, souligne la naissance d'une troisième génération âgée de moins de 25 ans. Moins politisée et peu disposée à l'engagement militant, cette génération est celle des années disco pour laquelle les acquis arrachés par leurs aîné.es sont une évidence et ne méritent plus de mobilisation.

Si l'on constate une rupture entre la fête et le militantisme depuis de début des années 1980, la situation évolue à nouveau profondément avec le surgissement de l'épidémie du sida. Et pourtant, en dépit de la fermeture des backrooms à partir de 1984, les gays continuent d'aller danser. Une hypothèse pour expliquer cette situation pourrait être la suivante : là où le militantisme politique requérait une certaine projection dans l'avenir, qu'il s'exprime par un horizon révolutionnaire ou simplement par celui d'une réforme législative, le sida transforme radicalement cette projection. L'avenir ne se perçoit plus en années mais se compte parfois en mois. Ce sont des vies qui se retrouvent confrontées au fait qu'elles seront particulièrement courtes. À partir de là, il est difficile de trouver du sens à l'engagement politique. L'avenir est hypothétique et l'expérience immédiate de la vie par l'intermédiaire de la fête devient un exutoire recherché. Si demain n'a pas lieu, alors autant aller danser ce soir. Ce n'est qu'avec la naissance d'Act Up Paris que la situation évoluera à nouveau pour mêler fête et militantisme de façon prodigieuse.

NOTES

¹ Artières, Philippe, Zancarini-Fournel, Michelle. *68, une histoire collective, 1962-1981*. Paris : La Découverte, 2008, p. 7.

² Une organisation homophile existait en France depuis 1954. Il s'agissait d'Arcadie, une revue puis un Club, dirigé d'une main de fer par un ancien séminariste, André Baudry. Ce dernier défendait une certaine idée de ce que devait être l'homosexualité (qu'il qualifiait d'ailleurs d'homophilie) : celle-ci se devait d'être respectable et s'intégrer dans la société. Plusieurs membres du FHAR ont d'abord fait partie d'Arcadie avant d'entrer en rupture avec le Club. André Baudry tiendra ensuite des propos très durs contre les groupes et organisations homosexuelles radicales qui se constituent durant les années 1970, qu'il récrimine pour leur vision de ce que serait l'identité homosexuelle. Il est cependant intéressant de souligner que la fête comme mode de vie, de socialisation et de rencontre est bien présente au sein d'Arcadie et du FHAR. Des bals sont ainsi régulièrement organisés dans les locaux du Club à Paris, rue du Château d'eau.

³ Front homosexuel d'action révolutionnaire. *Rapport contre la normalité*. Paris : Champ libre, 1971.

⁴ Prearo, Massimo. « Le moment 70 de la sexualité : de la dissidence identitaire en milieu militant », *Genre, sexualité & société*, n°3, printemps 2010.

⁵ « Éditorial : de Lyon à Marseille », *Agence Tasse*, n° 30/31/32, non daté, p. 4

⁶ « Splendeurs et misères des gais 80... Une page de tournée », *Masques*, n° 1, mai 1979.

⁷ *Interlope*, n° 3/4, automne 1978, p. 28.

⁸ Le terme d'homophobie n'apparaît en France qu'en 1977 et ne commence qu'à être véritablement utilisé au début des années 1980.

⁹ *Agence Tasse*, n°15/16, 20 décembre 1976-5 janvier 1977.

¹⁰ « Les modifications en cours du statut de l'homosexualité et le leurre de l'intégration de l'homosexualité en régime bourgeois », *GLH PQ Réflexion*, n°2, juillet-septembre 1976, p. 39.

¹¹ « GLH de Mulhouse », *Bulletin des GLH province*, n°2, janvier 1977, p. 6.

-
- ¹² « Les minorités s'affichent », *Libération*, 2 mai 1979.
- ¹³ « 1er Mai, de Perrache aux Brotteaux », *Le Progrès*, 2 mai 1979.
- ¹⁴ Amouroux, Jean-Paul. *Du Rose à l'arc en ciel, souvenirs authentiques d'un vieux con paranoïaque et homosexuel*. Lyon : Jacques André éditeur, 2015, p. 69 et 71.
- ¹⁵ *Ibid.*, p. 67.
- ¹⁶ Entretien avec Albert Rosse, janvier 2019, Paris.
- ¹⁷ « La semaine homosexuelle », *Diff/Éros*, n°2, juin-juillet 1977, p. 20.
- ¹⁸ « Les GLH », *Agence Tasse*, n°14, 5 décembre 1976, p. 4.
- ¹⁹ Je fais ici le choix de ne pas féminiser dans le sens où ce sont des pratiques qui concernent principalement les homosexuels hommes.
- ²⁰ « La genèse objective et subjective de l'identité homosexuelle », *GLH PQ Réflexion*, n°2, juillet-septembre 1976, p. 25.
- ²¹ *Ibid.*.
- ²² « Capitalisme et homosexualité », *GLH PQ Réflexion*, n°3, octobre 1976 - janvier 1977, p. 1.
- ²³ « C'était le 4 avril », *Homophonies*, n° 7, mai 1981 p. 4.
- ²⁴ Entretien avec Catherine Gonnard, janvier 2017, Paris.
- ²⁵ Entretien avec Jean Stern, janvier 2019, Paris.
- ²⁶ C'est-à-dire davantage porté sur les loisirs et les services. Il en va ainsi de l'organisation de la première édition des Gay Games en 1982 à San Francisco. C'est dans cette direction que le mouvement français va se diriger à partir de 1982-1983.
- ²⁷ « La marche du 19 juin », *Homophonies*, n° 17, mars 1982, p. 16.
- ²⁸ *Ibid.*.
- ²⁹ Bernard, Mathias. *Les années Mitterrand. Du changement socialiste au tournant libéral*. Paris : Belin, 2015, p. 166.
- ³⁰ Martel, Frédéric. *Le rose et le noir : les homosexuels en France depuis 1968*. Paris : Le Seuil, 2008, p. 293.
- ³¹ La première génération étant supposément d'après ses théoriciens celle des homosexuel.les des années 1950 et 1960, notamment autour du Club Arcadie.
- ³² Cavailles, Jean, Dutey, Pierre et Ignasse, Gérard. *Rapport gai : enquête sur les modes de vie homosexuels en France*. Paris : Persona, 1984.